

EST & OUEST

BULLETTIN DE L'ASSOCIATION
D'ÉTUDES ET D'INFORMATIONS
POLITIQUES INTERNATIONALES

B.E.I.P.I.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
86, Bd HAUSSMANN — PARIS-8^e
Téléphone : EUROPE 47-08

SOMMAIRE

BRANKO LAZITCH. — En guise de bilan : 1965, une mauvaise année pour le communisme mondial	1	ROCCO ASTORI. — Le P.C. italien à la veille de son XI ^e Congrès	9
LUCIEN LAURAT. — L'U.R.S.S. s'achemine-t-elle vers une « N.E.P. » ?	4	La situation du Sin-kiang, colonie chinoise	12
CLAUDE HARMEL. — L'élection présidentielle et les communistes français	6	Chronique du mouvement communiste international : Paraguay : Crise dans la direction du P.C. — Venezuela : Désaccords entre le P.C. et le M.I.R. ...	16

En supplément : Table des matières traitées en 1965.

En guise de bilan

Une mauvaise année pour le communisme mondial

AU cours de l'année qui vient de se terminer, le communisme a subi une série d'échecs à la fois à l'intérieur de son empire, autrefois monolithique, et à l'extérieur, dans son action contre le monde libre. Mais ces insuccès ont été de deux sortes : dans les pays où il est au pouvoir, le communisme n'a fait que confirmer la faillite entamée les années précédentes, alors que dans les pays non-communistes, le mouvement communiste a déclenché des opérations nouvelles, dont aucune n'a connu le succès.

Tout d'abord, les pays communistes ont enregistré, en 1965, de graves échecs dans l'économie et surtout dans la production des biens de consommation élémentaires qui, pourtant, devrait primer toute autre production. Engels ne disait-il pas que les hommes doivent tout d'abord se nourrir, s'habiller, se loger, avant de penser à faire autre chose ?

Les régimes communistes ne sont pas tous aussi anciennement établis ; la Russie soviétique prépare le cinquantième anniversaire de sa révolution, tandis que Cuba n'en est pas encore au dixième, que les pays d'Europe occidentale en sont au vingtième et que la Chine vient de célébrer le quinzième. Les régimes communistes diffèrent également par leur attitude : de la Chine « dogmatique » à la Yougoslavie « révisionniste », la gamme

est très variée. Il existe cependant un point sur lequel les pays communistes poussent la ressemblance jusqu'au mimétisme : tous ont besoin des pays du « capitalisme pourri » pour assurer leur approvisionnement en blé. En 1965, cette nécessité s'est fait sentir plus que jamais.

Evidemment, chacun l'a fait selon son style. La Yougoslavie, comme d'habitude, a demandé aux Américains un million de tonnes de blé, de quoi couvrir le déficit des récoltes de cette année ; elle en a déjà reçu 700.000 (qui seront payées aux calendes grecques). La Chine a ses fournisseurs attirés : le Canada et l'Australie. Voici bien longtemps que ces deux pays n'avaient pas réalisé de ventes aussi importantes de produits agricoles, ni reçu de ce fait tant de dollars, seule devise employée par les Chinois dans ces transactions. Quant à l'Union soviétique, elle a acheté, durant les six premiers mois de 1965, 9.400.000 tonnes de blé. Il lui en a coûté 800 millions de dollars, dont une forte partie a été obtenue par des ventes massives d'or dans les bourses de valeur « capitalistes ». Ainsi va l'économie dite socialiste, dont la supériorité sur l'économie capitaliste reste l'alpha et l'omega de tout savant dit socialiste, y compris ceux qui vivent de ce côté-ci du rideau de fer.

Dans le domaine des relations entre pays

socialistes, les échecs n'ont pas été moins flagrants. Le socialisme marxiste-léniniste devait instaurer un système nouveau de rapports entre les Etats socialistes. La réalité est en train de démentir cette prétention comme elle détruit la légende de la supériorité du socialisme en matière économique. Ne retenons qu'un détail de ce tableau : les successeurs de Khrouchtchev avaient essayé d'arrêter les polémiques publiques entre Moscou et Pékin et inscrit ce point dans la déclaration de Moscou, en mars 1965, des partis communistes. L'année n'était pas achevée que les querelles publiques recommençaient.

Les échecs dans la politique internationale n'ont manqué ni aux Soviétiques ni aux Chinois. Jusqu'à la fin de 1964 — c'est à dire avant la chute de Khrouchtchev — la politique étrangère soviétique reposait sur une triple base : recherche d'un *modus vivendi* avec les Américains et leurs alliés ; abandon de tout espoir de réconciliation avec les Chinois ; refus de s'engager dans l'aide active aux mouvements insurrectionnels, en particulier au Vietnam. Les successeurs de Khrouchtchev paraissent avoir tenté de donner à leur politique une autre base ; ils ont essayé en même temps de maintenir le dialogue avec les Américains, de reprendre les contacts avec les Chinois et d'aider prudemment le Vietcong. Mais — pour parler le langage communiste — les contradictions internes de cette politique sont apparues en plein jour au cours de 1965, chaque élément de cette politique allant à l'encontre des deux autres. On ne pouvait pas chercher le contact avec les Américains sans provoquer la fureur des Chinois et sans mettre en cause l'aide au Vietcong. On ne pouvait chercher un rapprochement avec les Chinois sans changer d'attitude envers les Américains. On ne pouvait continuer d'aider le Vietnam du Nord sans provoquer le mécontentement, pour des raisons diverses, des Américains et des Chinois.

Les contradictions de la politique soviétique paraissent toutefois moins graves que les échecs de la politique chinoise, échecs subis à la fois dans les pays communistes, dans les pays pro-communistes et dans les pays non-communistes.

Dans les pays communistes, la Chine a cessé d'avoir des relations cordiales avec Cuba ; la Corée du Nord s'est éloignée d'elle et le Vietnam du Nord lui-même a pris ses distances.

Dans les pays pro-communistes, elle a subi une défaite décisive en Indonésie ; elle s'est trompée dans ses calculs en Algérie puisqu'elle a cru que le putsch contre Ben Bella était le fait de « pro-chinois ».

Dans les autres pays, la cote de la Chine a également baissé sensiblement au cours de 1965. En Afrique, par exemple, plusieurs pays ont réagi, chacun à sa manière, contre son action : l'Egypte a sensiblement détendu ses rapports avec Pékin ; la Tunisie en est arrivée au point où elle va peut-être rompre les relations diplomatiques ; le Burundi les

a rompues déjà, et le nouveau gouvernement du Dahomey — dont le précédent régime avait reconnu la Chine communiste — a repris le contact avec l'ambassadeur de Formose au Togo. Fait plus important encore, au cours de 1965, la Chine communiste a usé de menaces en quatre occasions importantes, et chaque fois ces menaces n'ont été que du bluff. En février 1965, au début des bombardements américains au Vietnam du Nord, les menaces de Tchou En-lai et consorts n'eurent aucune suite ; lors du conflit indo-pakistanaï, l'ultimatum chinois est demeuré purement verbal ; la Chine a fulminé (sans succès) contre les généraux indonésiens ; et, malgré son chantage, elle n'est pas parvenue à ses fins en ce qui concerne la conférence afro-asiatique qui devait se tenir à Alger. Chaque fois, ses menaces n'étaient que du vent — du vent d'Est, dirait Mao — mais un vent qui n'a emporté personne et qui est tombé sans avoir rien changé. Car chaque fois les fortes paroles qui furent prononcées ne furent suivies d'aucun acte.

Le bilan du mouvement communiste international n'est guère plus positif que celui des grandes puissances communistes. Assurément, le mouvement communiste s'est manifesté, au cours de 1965, comme un facteur politique important sur tous les continents. En Europe, c'est grâce aux troupes de choc communistes que Papandréou en Grèce a pu entretenir une agitation qui a mené le pays au bord de la guerre civile ; et c'est grâce aux électeurs communistes qu'en France M. Mitterrand a pu devenir, au premier tour des élections présidentielles, le candidat d'opposition le mieux placé.

En Afrique, divers événements ont montré que le rôle des communistes n'était pas négligeable. En Algérie, les communistes de toutes tendances s'infiltraient dans l'appareil de l'Etat et du F.L.N., jouant ainsi un rôle grandissant auprès de Ben Bella.

Au Soudan, les communistes firent leur apparition et entrèrent dans le gouvernement ; au Congo-ex-belge, ils furent en 1965 toujours au centre de la rébellion ; G. Soumialot ne s'est-il pas rendu chez Mao Tse-toung pour chercher de l'aide ?

Sur le continent latino-américain, les communistes se sont manifestés à Saint-Domingue, de même qu'ils ont intensifié les mouvements de guérilla dans de nombreux pays, au Pérou, au Guatemala, au Venezuela, en Colombie, et essayé de développer leur agitation au Chili, en Bolivie, en Equateur, en Uruguay, en Guyane britannique, etc. Enfin, dans le Sud-est asiatique, deux faits majeurs — la guerre en Indochine et le putsch avorté du 30 septembre en Indonésie — sont directement liés au mouvement communiste.

Toutefois, si le communisme a pesé sérieusement sur quatre continents, il est non moins vrai que partout il s'est présenté sous un camouflage, nulle part à visage découvert. Qu'ils soient d'obédience chinoise ou soviéti-

que, les communistes ont caché soigneusement l'étiquette communiste. Ils se dissimulaient dans un quelconque « Front », préférant se présenter en champions de la démocratie, de la libération nationale, des libertés politiques, etc.

En France, après avoir insisté durant des mois sur un programme commun à défaut duquel ils menaçaient de présenter un candidat communiste, ils sont allés à l'élection sans programme commun et sans candidat communiste.

En Grèce, après avoir dit, la veille encore de l'affaire Papandréou, que ce gouvernement maintenait « la domination de la bourgeoisie » et reniait « ses promesses de démocratie » (selon les mots de Zisis Zografos, porte-parole du P.C. grec, publiés en juin 1965 dans la *Nouvelle Revue Internationale*) ils se sont retrouvés, quelques jours plus tard, derrière ce même Papandréou.

En Afrique, les communistes ont utilisé de toutes les appellations possibles, sauf de la leur, au sein du F.L.N. en Algérie, dans le Front de libération nationale au Congo-ex-belge et au sein du Front national au Soudan. En Amérique latine, même procédé : ils se sont camouflés derrière les officiers républicains à Saint-Domingue, derrière le F.R.A.P. (Front d'action populaire) aux élections parlementaires chiliennes, derrière le Front de libération nationale au Venezuela, au Pérou, et ailleurs. Même tactique en Asie, du Front de libération nationale en Indochine jusqu'au Conseil révolutionnaire d'Indonésie.

Ce recours au camouflage ne constitue-t-il pas un aveu, indirect mais éloquent, de la conscience qu'ont les communistes de leur impuissance à rallier les masses s'ils se présentent à elles sous leur propre nom et en affichant leurs véritables objectifs.

Toutefois, ce camouflage n'a pas empêché, en de nombreux points, les communistes de subir de cuisantes défaites dans lesquelles ils ont entraîné avec eux leurs alliés. Le soutien communiste n'a donné la victoire ni à Papandréou ni à Mitterrand. En Algérie, les communistes ont retrouvé la prison ou l'exil avec la chute de Ben Bella. Au Congo-Léopold, les rebelles ont été écrasés. Au Soudan, le gouvernement a chassé les communistes du parlement et interdit le Parti. A Saint-Domingue, les éléments démocratiques ont accédé au gouvernement mais non les communistes. Au Pérou et ailleurs, la guérilla a subi des revers très sérieux. Au Chili, où le parti espérait obtenir la majorité avec les socialistes, le F.R.A.P. socialo-communiste n'est arrivé qu'en troisième place aux élections législatives de mars. En Indonésie, les communistes étaient à deux doigts de la prise du pouvoir ; il y en a aujourd'hui de 50.000 à 100.000 en prison et des milliers ont été massacrés par les soldats ou la population. Une fois de plus, la fraction chinoise du Mouvement communiste paye une note plus lourde que la fraction pro-soviétique, ceci est vrai non seulement des pays où les communistes ont tenté de prendre le pouvoir par la violence, comme les pro-chinois l'ont fait en Indonésie, mais aussi des pays où ils ont

voulu jouer le jeu parlementaire — comme ce fut le cas aux élections législatives de Ceylan et de Belgique, ces deux consultations ayant montré que les thèses chinoises n'ont trouvé aucun écho dans les masses.

Marx aimait opposer l'arme de la critique à la critique par les armes, celle-ci éclipsant celle-là dans l'histoire. C'est ce qui est arrivé en 1965 aux communistes dans deux pays qui étaient sur le point de devenir communistes : l'Algérie (déjà rangée parmi les pays « édifiant le socialisme ») et l'Indonésie, pays où le P.C. était numériquement le plus fort au monde... Ici, les communistes se sont révélés ce qu'ils étaient en réalité : des « tigres de papier ». En Algérie, il a suffi que trois officiers pénètrent dans la chambre à coucher de Ben Bella et l'arrêtent pour que cette Algérie en voie d'édification socialiste devint — selon les communistes pro-soviétiques — un pays « réactionnaire », tandis que les Chinois voyaient, au contraire, en elle, pour un temps tout au moins, un pays authentiquement révolutionnaire. Depuis le voyage de Boumediène à Moscou, les communistes pro-soviétiques cessent d'attaquer l'Algérie comme pays réactionnaire, et les communistes chinois cessent de le traiter de révolutionnaire. Le passage de l'Indonésie dans le camp communiste aurait représenté le plus grand succès du communisme depuis la chute de la Chine en 1949, — et il paraissait vraisemblable. Brusquement, le Parti communiste indonésien a crevé comme une baudruche. Ses chefs se sont enfui comme l'ont toujours fait tous les chefs communistes car, selon Staline, « il faut préserver les hauts cadres comme on préserve la prune de ses yeux », mais la masse des militants est restée sur place pour subir les représailles... Il convient d'ailleurs de donner à ce dernier événement toute son importance, qui dépasse de beaucoup celle des autres. Alors que les échecs communistes, en Grèce, au Chili ou au Soudan, ne sont, au fond, que les péripéties d'une lutte politique qui continue, l'écrasement des communistes indonésiens — lié à la riposte énergique des Américains en Indochine — modifie profondément le rapport des forces en Asie et peut-être même ailleurs.

B. LAZITCH.

Tous les renseignements contenus dans EST et OUEST sont publiés en vue de leur diffusion. Nous ne voyons que des avantages à ce que les membres de notre Association utilisent de la manière la plus large la documentation que nous leur fournissons. La reproduction de nos études, documents et informations est libre. Il n'y a aucun droit d'auteur. Toutefois nous serions reconnaissants aux utilisateurs de nos textes de bien vouloir nous en aviser ou mieux de nous envoyer les publications justificatives. D'autre part, nous sommes à la disposition des membres de l'Association pour tous renseignements particuliers dont ils pourraient avoir besoin.

L'U.R.S.S. s'achemine-t-elle vers une "N.E.P." ?

AUX prises avec les difficultés croissantes de leur économie, les dirigeants soviétiques se sont vus contraints de promouvoir des réformes relativement sérieuses, tant dans l'agriculture (mars dernier) que dans l'industrie (septembre dernier). On a remis en honneur des notions naguère abhorrées comme « capitalistes », telles que le profit, le marché, les prix, le crédit. Bien que les officiels du Kremlin se soient empressés de spécifier que ces réformes ne signifient en rien un abandon des principes communistes (ou mieux : staliniens) ni un retour, même timide et partiel, à un certain libéralisme capitaliste, il s'est trouvé en Occident des commentateurs assez enclins au *wishful thinking* pour estimer que l'U.R.S.S. est en train — ou du moins à la veille — de prendre un virage semblable à la « N.E.P. » (nouvelle politique économique) imposée par Lénine en mars 1921.

Si tel était le cas, on serait effectivement en droit de parler d'un bouleversement sensationnel, annonciateur d'une évolution dont l'Occident et le monde entier n'auraient qu'à se féliciter.

CE QUE FUT LA « N.E.P. »

La plupart de ceux qui croient pouvoir annoncer l'évolution vers une N.E.P. prennent la précaution d'ajouter : « toutes proportions gardées ». Précaution qui n'est évidemment pas que de style : à quarante-cinq ans d'intervalle, il serait insensé de s'attendre à une répétition analogique ou parallèle des mêmes événements, des mêmes gestes, des mêmes mesures. Ni les structures, ni les proportions, ni les dimensions, ni les hommes ne sont plus les mêmes.

Afin de rendre une comparaison possible et de faire ressortir les ressemblances et les dissemblances, nous rappellerons brièvement ce que fut la N.E.P. de 1921-1928.

Depuis le coup de force d'octobre 1917, jusqu'au début de 1921, le pays des Soviets avait vécu sous le régime de ce que l'on appelait le « communisme de guerre ». Tout le secteur non agricole était étatisé (y compris l'artisanat et le commerce de détail) et soumis à une rigide direction centrale, qui d'ailleurs ne dirigeait rien parce qu'elle n'avait rien à diriger : la production industrielle était tombée à moins du dixième de son niveau normal. Dans l'agriculture, les paysans étaient libres de produire ce qu'ils voulaient ; une direction centrale était évidemment impossible puisqu'il existait environ 25 millions d'exploitations paysannes. Mais, comme l'Etat devait nourrir l'armée et les citoyens, les réquisitions de plus en plus fréquentes découragèrent les cultivateurs, qui finirent par ne plus produire que ce qu'ils pouvaient cacher pour leur propre consommation. Le système de la répartition autoritaire (rationnement) aboutissant à l'économie naturelle (l'argent ayant perdu toute sa

valeur) n'eut plus rien à répartir (1). Avec la disparition du marché, les liens entre les agents économiques, entre l'industrie et l'agriculture, entre la ville et la campagne, s'étaient distendus d'abord, rompus ensuite. La mutinerie des marins de Cronstadt en mars 1921, fut le signe visible de la faillite de ce système.

C'est alors que le communisme de guerre céda la place à la N.E.P. Le marché fut rétabli dans ses droits, mais, pour qu'il pût jouer son rôle, il devait y avoir des marchandises et les agents économiques devaient être libres d'en disposer, c'est-à-dire d'en posséder. On mit un terme à la pratique des réquisitions ; les paysans furent autorisés à vendre leurs produits après en avoir cédé à l'Etat une fraction comme « impôt en nature ». Une partie de l'industrie et du commerce fut soustraite à l'emprise de l'Etat et remise à des propriétaires privés. L'Etat demeura propriétaire de la grosse industrie et d'une partie du commerce, surtout du commerce de gros. Il disposait de « leviers de commande » assez solides pour empêcher un glissement vers le capitalisme : industries de base, appareil bancaire, système fiscal, monopole du commerce extérieur, étaient entre ses mains.

La N.E.P. se présente ainsi comme une économie mixte, où coexistent un secteur collectif et un secteur privé se faisant concurrence. Le marché est le théâtre où la « compétition pacifique » oblige le secteur collectif à se préoccuper de sa rentabilité. Le seul indice permettant de comparer la rentabilité est le profit, mesuré par la marge entre le prix de revient et le prix de vente, ce dernier se formant sur le marché. Le secteur collectif affrontant le secteur privé, se vit contraint de jouer le jeu et de se plier aux règles dites capitalistes. C'est de là que vient le terme de Lénine qui définissait comme « capitalisme d'Etat », l'économie soviétique du temps de la N.E.P.

Au bout de quelques années — vers 1925 — il s'avéra que le secteur collectif, alourdi par une bureaucratie abusive, n'était pas en mesure de soutenir efficacement la concurrence avec le secteur privé. Le phénomène des « ciseaux » compliqua encore la situation : par ce terme on désignait l'évolution opposée des prix : ceux des produits agricoles baissaient, alors que ceux des produits industriels montaient. L'industrie collective n'était pas capable de produire rationnellement et de vendre ses produits aux cultivateurs à des prix abordables, de sorte que les paysans, se sentant lésés, recommencèrent à retenir leurs produits et à désertter le marché.

(1) C'est à cette époque sans argent que Lénine, variant une idée de Thomas Morus, croyait pouvoir prédire que l'ère était proche où l'or ne servirait plus qu'à construire des vespasiennes.

QUARANTE ANS PLUS TARD

Aujourd'hui, une quarantaine d'années après le passage du communisme de guerre à la N.E.P., les principales différences et ressemblances entre le communisme de guerre de 1918-1921 et la situation présente sont si marquées qu'il suffira de quelques mots pour les caractériser.

Sur le plan de l'industrie, tout est aujourd'hui étatisé à l'extrême et bureaucratisé bien plus qu'en 1918-1921. Mais, contrairement à cette période déjà lointaine, la production industrielle augmente, quoique très inégalement selon les branches. Si elle donne des soucis aux dirigeants, c'est parce qu'elle produit trop cher et que ses déficits astronomiques compromettent l'équilibre budgétaire. Sans compter qu'elle est loin d'être compétitive sur le marché mondial en face des puissances industrielles occidentales.

Dans le secteur de l'agriculture, la situation ne se distingue pas beaucoup de celle du communisme de guerre. La différence la plus visible se situe sur le plan de la propriété : tandis que les paysans d'alors étaient maîtres de leurs fermes, de leur outillage et de leurs bêtes, et uniquement sujets à des réquisitions qui ne leur laissaient que ce qu'ils parvenaient à cacher, ceux d'aujourd'hui sont encasernés dans les kolkhozes, attachés à ces fermes collectives tout comme les serfs de jadis à la glèbe, et ne disposent en propre que d'un lopin minuscule et d'un nombre tout aussi minuscule d'animaux. Depuis la mort de Staline, la pression à laquelle ils sont soumis s'est quelque peu atténuée. Les produits qu'ils sont autorisés à vendre se traitent aujourd'hui à des prix plus avantageux, mais assez dérisoires pour que les dirigeants aient été forcés de modifier ce système de fond en comble en mars 1965. Mais — voici une analogie qu'il importe de retenir — les paysans ont toutes les peines du monde à se procurer les produits industriels dont ils ont besoin, qu'il s'agisse de biens de consommation ou de moyens de production : autrefois charrues, araires, fléaux, chariots, etc. ; aujourd'hui combinés, batteuses, semeuses, tracteurs, camions, etc. Dressés aujourd'hui comme autrefois contre un système absurde, ils pratiquent aujourd'hui comme autrefois la résistance passive, avec ce même résultat que la pénurie risque de déboucher sur la famine.

Dernière comparaison : le marché. Sous le communisme de guerre, la répartition autoritaire (cartes, rationnement) n'avait laissé subsister le marché que sous la forme d'innombrables circuits parallèles avec des prix *ad hoc*. Cette fois-ci, il y a un marché légal, corrigé, complété, souvent doublé par le marché noir, avec — entre les deux — le marché kolkhozien. Cependant, *le marché légal n'est en rien assimilable à ce que l'on appelle marché dans le monde occidental ni au marché du temps de la N.E.P.*

Tout d'abord, il faut souligner que les prix qui s'y pratiquent sont fixés par les autorités planificatrices. Le marché n'y joue aucun rôle régulateur. Quelles que soient l'offre et la demande, le client n'a aucune possibilité de peser

sur les prix ; il peut évidemment s'abstenir de se porter acquéreur, d'où les stocks astronomiques de vêtements, de chaussures, de tissus, etc. voués au rebut. Il s'ensuit que les prix pratiqués sur ce marché officiel ne sont pas des prix au sens occidental de ce terme. Ils sont *des instruments de répartition*, tout comme jadis les cartes de rationnement : l'Etat les fixe de telle sorte que le pouvoir d'achat des acheteurs soit autant que possible en équilibre avec les quantités disponibles de marchandises. Le principe est le même que celui du rationnement, mais la pratique est plus souple. Quand les signes monétaires (= tickets de rationnement) viennent à excéder les disponibilités de marchandises, l'Etat retire les signes monétaires de la circulation (réforme monétaire comme celle de 1961), ce qui équivaut à dire que les tickets de rationnement ne sont pas honorés.

Résumons les principaux points de comparaison :

Sur le plan industriel, étatisation complète tant de la propriété que de la gestion, aujourd'hui comme sous le communisme de guerre.

Sur le plan agricole, fermes collectives aujourd'hui à la place des fermes individuelles d'autrefois ; mainmise organique de l'Etat sur l'agriculture à la place de l'incidence accidentelle des réquisitions d'alors ; bureaucratisation infiniment plus forte que sous le communisme de guerre ; résistance passive aujourd'hui comme alors.

Sur le plan de la circulation, existence d'un marché légal, mais sans aucune des fonctions qui lui sont imparties dans le monde occidental. L'absence de marché sous le communisme de guerre avait abouti à la coupure absolue de la ville d'avec la campagne. L'existence actuelle d'un pseudo-marché permet de maintenir ces relations essentielles entre producteurs et consommateurs, entre producteurs et producteurs.

LES CONDITIONS D'UNE N.E.P. NE SONT PAS DONNÉES

Les indications qui précèdent permettent de dire qu'une libéralisation véritable (nous ne parlons pas de tous les simulacres mis en scène depuis la première offensive du professeur Liberman) de l'économie soviétique actuelle devrait — malgré quelques analogies — emprunter d'autres voies que celles qui conduisirent jadis à la N.E.P.

La première grande différence concerne l'agriculture. Alors qu'il s'agissait il y a quarante-cinq ans de rattacher les exploitations paysannes à un marché à recréer et de laisser les cultivateurs travailler en paix sur des terres et avec des outils et des animaux qui étaient à eux, il s'agit aujourd'hui *d'abolir le système néfaste des kolkhozes* (2) et de rétablir la propriété individuelle des terres, des animaux et de l'outillage partout où les paysans en décideront

(2) Les sovkhozes, bien moins nombreux, ne représentent qu'un problème mineur. L'Etat pourrait vouloir les conserver comme fermes étatiques « modèles » ; la concurrence contre les fermes individuelles à rétablir leur permettra de démontrer ce dont ils sont capables.

librement. Ce qui n'empêchera nullement de conserver la propriété collective, sous forme de coopératives, pour tout outillage excédant les dimensions d'une seule ferme individuelle et pour des organismes destinés à assurer l'écoulement des produits des fermes privées.

En ce qui concerne l'industrie, la question se pose aujourd'hui autrement qu'à l'époque de l'instauration de la N.E.P. Le secteur restitué alors aux propriétaires privés (pour la plupart ceux qui avaient été expropriés deux ou trois ans plus tôt) était celui des industries de transformation, où prédominaient les petites et les moyennes entreprises, dont les propriétaires étaient en même temps les directeurs. La « reprivatisation » de la propriété rétablit ainsi du même coup l'initiative et la liberté de disposition de la direction, dans les limites — bien entendu — tracées par la législation sociale et la législation du travail.

Cette fois-ci, le problème de la *propriété* s'est effacé devant celui de la *gestion* ; on observe d'ailleurs une évolution analogue dans le monde occidental, où l'on ne retrouve plus les petites et moyennes entreprises, dont la gestion et la propriété sont réunies en une seule et même personne, que dans les secteurs les moins vitaux de la vie économique. Partout ailleurs en Occident, les propriétaires (actionnaires dans les sociétés anonymes, citoyens dans les entreprises nationalisées) sont absolument étrangers à la gestion, et les directeurs qui gèrent ne sont pas nécessairement — loin de là ! — les plus gros actionnaires.

En ce qui concerne l'U.R.S.S., on se demande d'ailleurs à qui il faudrait rendre les entreprises géantes qui n'ont jamais eu de propriétaires privés (elles ont toutes été créées après 1930) et qui ont été édifiées avec les fonds

arrachés et extorqués par les méthodes les plus cruelles à une nation livrée pieds et poings liés à la clique régnante. Elles sont incontestablement la propriété de la nation à laquelle Staline a infligé d'innombrables souffrances et sacrifices pour s'en procurer les moyens. La question qui se pose n'est donc point celle de la propriété, mais celle de la *liberté de gestion*, qui implique responsabilité, initiative, liberté de décision, affranchissement de la tutelle néfaste et ruineuse d'une planification aussi autoritaire qu'incompétente. La revendication d'une *dénationalisation de la propriété* serait en U.R.S.S. tout aussi oiseuse et inefficace que l'est en Occident celle des nationalisations... l'une et l'autre passant à côté du problème central et vital, qui est celui de la gestion.

Le seul point sur lequel l'analogie est forte, nous dirions : absolue, entre la N.E.P. et les réformes qui s'imposent présentement, est la nécessité de rétablir un marché où les différentes entreprises puissent se mesurer en s'affrontant pour porter au maximum leur productivité et leur rentabilité. Mais le rétablissement d'un marché véritable implique la remise en ordre complète du système actuel des prix, donc l'abandon de la planification centrale autoritaire, que les hommes du Kremlin seront forcés de maintenir tant qu'ils n'auront pas renoncé à leur dogme de la priorité de l'industrie lourde et des industries de guerre.

La N.E.P. fut possible en 1921 parce que la Russie des Soviets, à l'époque, n'avait pas de visées militaires directes. Une réforme analogue de l'économie soviétique actuelle se heurte, pour l'instant du moins, au surarmement dont le poids écrase et étouffe la liberté économique tout autant que la liberté tout court.

LUCIEN LAURAT.

L'élection présidentielle et les communistes français

L'ÉLECTION présidentielle aura été pour le Parti communiste français (s'il est permis de s'exprimer de façon familière) une bonne, une excellente affaire, une affaire dont on n'aurait pas pensé il y a six mois et même moins qu'elle pourrait être pour lui si bonne.

Jusque dans les derniers jours d'août, l'hypothèse la plus plausible était que la direction du Parti s'en tiendrait à la position définie par Waldeck Rochet au dernier congrès, en mai 1964 : le Parti présenterait son candidat. Bien entendu, durant cette période où ils se préparaient à jouer un rôle de division, les communistes parlaient abondamment de l'unité de la gauche. Afin de réaliser cette unité, ils réclamaient « un programme commun », assurant (ce sont les propres termes de Rochet au congrès) qu'ils ne sauraient « envisager de se prononcer dès le premier

tour de scrutin, pour un candidat non communiste sans un accord précis sur un programme commun ». Ils prétendent aujourd'hui qu'ils n'évoquaient la possibilité de présenter un candidat du Parti que pour « mettre en garde » (c'est Billoux qui a usé de cet euphémisme) les organisations et hommes politiques se réclamant de la gauche, pour les contraindre à entrer en contact avec le Parti communiste et à passer contrat avec lui : cette interprétation tardive ne change rien au fait, et le fait est que les communistes posaient le préalable du programme commun non pour faciliter l'entente de la gauche, mais pour l'empêcher, car ils savaient que cette condition ne serait jamais acceptée (ce que l'événement est venu confirmer) et qu'ainsi ils mettaient à l'union de la gauche sur un candidat commun un obstacle qui présentait le double caractère d'être efficace et de permettre aux

communistes de rejeter sur les autres la responsabilité de la division.

On mesure mieux l'importance du succès obtenu en décembre par le P.C.F. en se reportant ainsi à quelques mois en arrière et en imaginant ce que serait maintenant la situation du parti, s'il était demeuré sur ses positions d'alors. Un candidat communiste s'opposant à la fois au président sortant et, vraisemblablement, à un candidat unique du centre et de la gauche, aurait recueilli un nombre de voix fort honorable, mais, selon toute apparence, il n'aurait pas, comme on dit, « fait le plein » des suffrages que recueille habituellement le Parti. La faiblesse de l'emprise que le P.C.F. exerce sur une partie de son électorat serait apparue à nouveau comme elle est apparue en 1958. D'autre part, dirigeants, militants ou simples électeurs des partis de la gauche classique auraient trouvé dans cette attitude un excellent prétexte pour donner libre cours à leur hostilité au communisme, une hostilité que, le plus souvent, ils ont peur d'exprimer. Bref, les communistes se seraient isolés. Ils se seraient « coupés » d'une partie de leurs masses électorales, « coupés » de ces forces de gauche dont l'alliance leur est indispensable.

Un petit fait témoignera de la différence entre la situation créée par la nouvelle attitude du P.C.F. et celle à laquelle il aurait été conduit s'il était demeuré fidèle à sa première intention. Entre les deux tours de scrutin, la C.G.T., sous tutelle communiste, et la C.F.D.T. ont réalisé pour la première fois une « entente au sommet », et il est évident que c'est le climat créé par la campagne électorale et par la victoire relative du candidat de la « gauche unie » au premier tour qui a rendu possible cette entente. Or, trois mois plus tôt, avant que le P.C.F. n'ait décidé de soutenir la candidature de M. Mitterrand, le secrétaire général de la C.F.D.T. s'en était pris publiquement à la C.G.T. et à Benoit Frachon, les accusant d'être « gaullistes de fait », précisément à cause de l'intention qui semblait encore celle du P.C.F. de présenter un candidat communiste aux élections présidentielles. Ainsi, l'isolement était déjà beaucoup plus qu'une éventualité ; sa réalité se faisait sentir.

En contrepartie, les communistes, en présentant un candidat, auraient probablement rendu service au pouvoir, mais cela n'aurait sans doute pas modifié sensiblement son attitude à leur endroit, car on voit mal comment le gouvernement et la coalition gouvernementale pourraient aller plus avant qu'ils ne l'ont fait dans la voie de la « non-résistance » au communisme.

Disons-le tout de suite : ces considérations n'auraient sans doute pas suffi à décider les dirigeants du P.C.F. Il est arrivé bien souvent aux communistes français (et à ceux d'ailleurs) d'adopter des politiques qui les isolaient autant et plus que l'eût fait celle-là, quand les directives reçues de Moscou l'exigeaient, et, quoi que l'on dise sur l'évolution du P.C.F., rien ne permet de penser que ses chefs ne se seraient pas soumis cette fois

encore à une exigence identique si, à Moscou, on avait jugé la présence d'un candidat communiste nécessaire ou utile au succès de telle ou telle entreprise de la diplomatie soviétique.

Sans disposer à ce sujet d'aucune information particulière, et pour cause, on peut écrire qu'à Moscou, on a estimé que le jeu n'en valait pas la chandelle. On peut écrire aussi que, lors des entretiens qu'il a eus avec les dirigeants soviétiques dans la capitale de l'U.R.S.S. le 21 août 1965, Waldeck Rochet a obtenu de ses interlocuteurs la liberté de ne pas présenter de candidat du P.C.F., soit que les Soviétiques aient pris d'eux-mêmes cette décision, soit que le Secrétaire général du Parti communiste français les ait convaincus de la prendre, ce qui paraît plus vraisemblable.

Quoi qu'il en soit, Waldeck Rochet s'est identifié à cette politique dans le Parti et dans l'opinion. On sait qu'il a dû vaincre certaines résistances au sein du Bureau politique, et sans doute n'y serait-il pas aussi aisément parvenu s'il n'avait pas bénéficié de l'appui de Moscou. Mais, de les avoir surmontées, a renforcé son autorité, laquelle a été renforcée, également, et beaucoup plus, par le succès obtenu et, surtout, par la place que la campagne électorale a permis à Waldeck Rochet de prendre au premier plan de l'actualité ou presque au premier plan. En dehors des candidats, il y a peu d'hommes politiques qui ont été interrogés, cités autant que lui. Son nom a été prononcé à tous les postes, lu dans tous les journaux. Il y a dix-huit mois, ce nom n'était connu que des membres du Parti et des spécialistes de la vie politique ; il est devenu maintenant presque familier.

* * *

Si c'en était ici le lieu, on pourrait montrer que l'élection présidentielle a été une défaite pour ce qu'on appellera « la gauche unie », en ceci qu'elle a révélé sa faiblesse relative. Que cette « gauche unie » n'ait pas réussi à obtenir plus de 45 % des suffrages alors qu'elle bénéficiait d'un renfort inattendu, et tout à fait circonstanciel, de voix du centre et de voix d'extrême-droite, n'est-ce pas la preuve qu'elle ne peut pas prétendre à gouverner à elle seule le pays au nom du principe majoritaire ?

Toutefois, dans cette relative défaite de la « gauche unie », les communistes se sont, quant à eux, taillé une victoire.

Les résultats du scrutin font apparaître, il est vrai, un certain passif. Billoux prétendait, le 22 décembre, dans *France Nouvelle*, que le P.C.F. avait apporté à la candidature François Mitterrand son soutien complet et la *totalité* de ses suffrages. Ne cherchons pas si le soutien fut toujours, et dès le premier tour, aussi complet qu'il est dit. Pour ce qui est des suffrages, chacun s'accorde à reconnaître qu'au premier tour surtout, mais encore au second, les électeurs qui donnent habituellement leur voix aux candidats communistes n'ont pas tous voté pour M. Mitterrand, que certains ont accordé leur suffrage au président

sortant, à moins qu'ils ne se soient abstenus. Il n'est, pour s'en convaincre, que de constater que le nombre des voix obtenues par le candidat de la « gauche unie » dans certaines villes de la banlieue parisienne est inférieur à celui des suffrages recueillis aux élections municipales de 1965, soit par les listes communes du Parti socialiste et du Parti communiste, soit même par les communistes seuls.

Assurément, les défections n'ont pas été aussi nombreuses qu'en 1958 où les communistes n'avaient recueilli, aux élections législatives, que 3.882.204 voix contre 5.454.589 aux élections du 2 janvier 1956. Elles l'ont été assez pour que les communistes sachent qu'il y a, dans leur électorat, une frange friable, une frange dont le rattachement au domaine communiste peut être mis en question dans certaines circonstances. Comment est constitué cette frange ? De gens qui se souviennent de la Résistance ? D'autres qui sont fatigués du système des partis ? La réponse nécessiterait une recherche spéciale. De même, il est difficile de dire quelle est l'importance numérique de cette frange : dix pour cent, quinze peut-être ? En tout cas, elle existe, et les communistes peuvent inscrire au passif de l'élection présidentielle la révélation non de l'existence de cette frange, mais de sa persistance.

Autre aspect de ce même problème : l'élection présidentielle a consacré la défection, voire la désertion de certains compagnons de route. Billoux raillait, le 15 décembre, « les vieilles étiquettes défraîchies accolées sur le vieux flacon de l'U.N.R.-U.D.T. »... « l'U.N.R.-U.D.T. embauchant un ancien président du conseil qui fut radical en son temps, un ancien député qui se réclama du progressisme, voire un syndicaliste, même s'il ne représente plus grand'chose ».

Laissons l'ancien président du conseil — puisqu'il s'agit d'Edgar Faure qui ne fut jamais de cette boutique — mais l'ancien député progressiste n'est autre qu'Emmanuel d'Astier de la Vigerie, qui appartient toujours à la présidence du Mouvement de la Paix ; et le syndicaliste qui ne représente plus grand'chose est ce Pierre Le Brun qui est toujours membre du Bureau confédéral de la C.G.T. (et dont les dirigeants communistes se servaient encore voici peu pour obtenir du gouvernement que la C.G.T. représentât les ouvriers français au B.I.T.). Si l'on ajoute qu'à France-U.R.S.S. quelques voix discordantes se sont fait entendre — rappelant que les relations franco-soviétiques avaient été rarement aussi bonnes que ces dernières années, — on se rendra compte que le Parti communiste n'est pas demeuré tout à fait maître de la partie de son dispositif politique qui assurait ses contacts avec le « gaullisme », lui fournissait les moyens de travailler dans ses rangs. Ce secteur sera curieux à observer dans les mois qui viennent.

★★

Ce passif n'est rien toutefois auprès de l'actif, et la révélation de ces faiblesses est peu de chose, au moins dans l'immédiat, auprès de

cette espèce de rentrée que vient de réussir le P.C.F.

Il n'est pas exact d'écrire que « le Parti communiste a été mis à l'écart de la vie politique française de 1947 à 1965 » (André Hauriou, *Le Monde*, 25 décembre 1965). D'abord, il s'y est mis au moins autant qu'on l'y a mis ; ensuite, il y a eu des périodes de rémission, en 1954, en 1956. Il est bien vrai toutefois, que, pendant toute une période, les communistes ont été isolés, et que, de cet isolement, ils sont sortis, et vraisemblablement pour un temps assez long.

Toute la gauche a accepté de considérer le P.C.F. comme un enfant légitime de la famille républicaine. Certes, si l'on considère de près l'attitude des socialistes ou de M. Mitterrand lui-même, on s'aperçoit que les uns et les autres avaient pris des précautions, qu'ils ne s'étaient pas engagés aussi à fond qu'on le pourrait croire de prime abord, qu'ils s'étaient ménagés des portes de sortie, soit pour rassurer une partie de l'électorat, soit pour se dégager en cas de victoire de la tutelle de leurs redoutables alliés. Y seraient-ils parvenus ? La chose ne paraît pas certaine. En tout cas, s'il eût été difficile de se débarrasser des communistes une fois la victoire acquise, il le sera encore beaucoup plus maintenant qu'un insuccès qui n'est pas assez prononcé pour interdire l'espérance de la victoire et la perspective d'une prochaine bataille électorale exigent des opposants qu'ils maintiennent et renforcent leur formation de combat. Déjà, des gens écrivent que « le Parti communiste est passé en quelques semaines de la situation de parti d'extrême-gauche à celle de parti de gauche » et que cette attitude peut fort bien durer : pour un peu, ils jureraient que le Parti communiste n'est plus le même, que c'est sincèrement qu'il a rallié la gauche. Ce langage a déjà été tenu ; on l'a entendu en 1934-1936, et à nouveau en 1944-1946. Les démentis que les communistes eux-mêmes lui ont apporté, non en paroles, mais par leurs actes, n'ont pas, on le voit, convaincu tout le monde, et plusieurs déjà sont prêts à recommencer l'expérience.

Au demeurant, il serait injuste de reprocher aux seuls hommes de gauche cette complaisance à l'égard du communisme. L'élection présidentielle a montré que cette attitude est de tous les bords, que la droite et le centre eux aussi témoignent de la même indifférence à l'égard du danger communiste. C'est pour les communistes français une victoire que l'afflux au second tour des voix d'extrême-droite sur le candidat qui bénéficiait de leur soutien. Et c'en est une autre, plus importante encore, que l'absence à peu près complète de tout anti-communisme dans la propagande faite autour de la candidature du Chef de l'Etat. Peut-être ne serait-il pas exagéré d'écrire que, depuis 1920, jamais consultation électorale n'avait donné lieu à aussi peu d'attaques contre les communistes. Même en 1945 et 1946, le P.C.F. avait dû répondre à plus de critiques.

La vérité force même à dire que ce « dédouanage » du P.C.F. (pour user d'un terme

de l'argot parlementaire) n'a pas commencé avec l'élection présidentielle et que d'autres que des hommes de gauche en ont pris l'initiative. Quand le secrétaire général de la C.F.D.T. accusait, ainsi qu'on a vu, Frachon et ses collègues d'être « gaullistes de fait », il faisait allusion à l'éventuelle candidature d'un communiste, mais aussi aux complaisances dont la C.G.T. bénéficiait de la part du gouvernement. Or, ces complaisances n'étaient pas inspirées seulement par la préoccupation de l'élection prochaine. Elles témoignaient aussi de la présence dans tous les partis et dans tous les milieux d'hommes qui croient que le meilleur moyen de lutter contre le communisme est de sortir le Parti communiste du « ghetto », de le réintégrer dans la vie française.

L'élection présidentielle a permis que se répandent cette conviction et l'état d'esprit qu'elle suppose. Voilà en quoi elle a été, pour les communistes, une bonne affaire. Quant à ceux qui objecteront qu'il faudrait démanteler le Parti communiste et rompre les liens qu'il a avec Moscou avant d'en réintégrer les membres dans la vie politique, ils risquent fort, dans le climat qui vient d'être créé, de jouer les Cassandre, et c'est bien ici l'occasion de parler de la prophétesse troyenne, puisque cette réintroduction du Parti communiste dans la vie politique, c'est précisément ce que Dimitrov, au VII^e Congrès de la Troisième Internationale, définissait comme la tactique du « Cheval de Troie ».

Claude HARMEL.

Le P. C. Italien à la veille de son XI^e Congrès

LE XI^e congrès du P.C.I. se tiendra à Rome du 25 au 30 janvier 1966. Ces assises marqueront, à plusieurs titres, une nouvelle phase de la tactique de pénétration du P.C.I. dans les structures du pays et les nouveaux arrangements stratégiques de cette importante branche du communisme mondial dans la lutte sur le plan international.

Différents problèmes, intérieurs et extérieurs, ont contraint le P.C.I., ces dernières années, à modifier sa tactique et sa stratégie : l'évolution des structures économiques et politiques en Italie et en Europe occidentale, les rapports entre l'Occident et le monde communiste ; les rapports politiques entre alliés occidentaux, l'évolution des querelles au sein du monde communiste ; le conflit au Vietnam ; l'échec économique des pays « socialistes ».

Il s'agit donc pour le P.C.I. d'exploiter au maximum les possibilités offertes par les changements survenus dans le monde libre, notamment en Italie, et de déterminer également la ligne à suivre pour limiter les dégâts consécutifs aux querelles intestines du monde communiste, voire, si cela est possible, de les exploiter à son avantage.

A ces problèmes d'ordre politique, idéologique, stratégique et tactique, vient s'ajouter une lutte pour le pouvoir au sein du parti, ce qui n'est pas pour simplifier les choses.

LES PERSPECTIVES A L'INTERIEUR DU PAYS

La situation politique italienne est caractérisée par la poursuite de l'expérience d'« ouverture à gauche », c'est-à-dire du maintien au gouvernement des socialistes du P.S.I. (Partito Socialista Italiano) de Pietro Nenni, maintien qui a créé des conditions plus favorables pour la réunification socialiste, c'est-à-dire le retour à l'unité organique du P.S.I. et du P.S.D.I. (Partito Socialista Democratico Italiano) du président Saragat. A plus ou moins brève échéance, cette unité entraînerait une coupure entre socialistes et communistes italiens.

D'autre part, on a constaté, depuis quelques mois que les dirigeants du plus grand parti d'Italie, la démocratie-chrétienne, face à la constante pénétration communiste dans les masses catholiques, facilitée au cours des deux dernières années par une fausse interprétation du « dialogue » avec les non-croyants, commençaient à se ressaisir. C'est ainsi que de la politique de la main tendue aux catholiques, préconisée jusqu'à sa mort par Togliatti, on est arrivé aujourd'hui à l'idée préconisée par Amendola et soutenue par le secrétaire général, Longo, de créer un « grand parti ouvrier unifié ».

Le 3 octobre 1964, dans *Rinascita*, Amendola donnait le coup d'envoi de la politique d'unité des forces ouvrières et socialistes en Italie, et par là-même, — notons-le — critiquait indirectement la ligne d'action politique de Togliatti. Il proposait au P.C.I. de renoncer au dialogue avec les catholiques pour renforcer au contraire des alliances « plus organiques » avec la gauche de la Démocratie Chrétienne et avec tous les mouvements socialistes. Ce qui équivalait à proposer une nouvelle alternative en faveur d'un bloc des forces laïques. Longo, à ce moment-là, n'avait pas encore abandonné les thèses de Togliatti et poursuivait son effort de dialogue en direction des catholiques. Toutefois, Amendola — évidemment avec l'accord tacite de Longo — continuait à exposer ses points de vue au sein des organes du parti.

Ce n'est que quelques mois plus tard que le secrétaire général modifia définitivement sa position, au moment précis où *Kommunist*, la revue soviétique, publiait un article à propos de l'évolution de la situation politique en Italie. On pouvait lire dans l'organe du P.C.U.S. que : « la discussion du problème de la création d'un parti unique pousse au premier plan la question de l'union entre partis et groupements d'orientation socialiste. Tout ceci est pleinement légitime dans un pays comme l'Italie où commencent à s'orienter vers le socialisme non seulement les ouvriers, mais de larges couches de la masse ouvrière, des classes

moyennes, les intellectuels, différents partis qui proposent une orientation socialiste. »

Luigi Longo, qui jusqu'en décembre 1964, avait affirmé avec Ingrao la nécessité du dialogue avec les catholiques, puisqu'il reprochait aux socialistes du P.S.I. de se diriger vers la « social-démocratie » changea d'opinion après la prise de position de *Kommunist* et commença d'adopter le point de vue d'Amendola. Il fit un premier pas en ce sens au cours de la réunion conjointe du C.C. et de la C.C.C. du 14 et 15 janvier 1965, mais n'épousa définitivement les thèses d'Amendola que lors d'une seconde réunion de ces deux organismes, les 14 et 15 avril dernier (cf. *Est et Ouest*, 16-30 novembre 1965, n° 351).

Quelques jours après, au cours de la première semaine de mai, Longo se rendit à Berlin-Est où il participa à une réunion au sommet des dirigeants communistes aux côtés de Kossyguine. A son retour, il prit avec autorité la tête de l'opération « parti unique » et le 29 mai, Giancarlo Pajetta, dans *Rinascita*, pouvait présenter des propositions à long terme pour la constitution du grand « parti unique » d'unité ouvrière, sous le titre « Premier bilan du débat sur les propositions de Luigi Longo ». Il ne s'agissait donc plus seulement des propositions d'Amendola mais de celles du secrétaire général du P.C.I.

A la suite des propositions du P.C.I., on put assister à différentes manifestations de « solidarité » de la gauche italienne : le syndicaliste socialiste Santi, le leader du P.S.I.U.P., Lelio Basso, adhèrent à l'idée d'un grand parti ouvrier. On constitua un « comité d'initiative pour la nouvelle Unité des Gauches » ; la revue *Astrolabio*, du radical de gauche Parri, se mit à la disposition de l'opération. A Milan surgit une nouvelle revue, *Confronto* (confrontation), qui proclama qu'elle avait pour but la réussite de la nouvelle politique du P.C.I. Les C.C. des fédérations de la jeunesse communiste, socialiste et du P.S.I.U.P. convoquèrent une assemblée conjointe pour souligner la vocation « unitaire » des nouvelles générations.

La « III^e conférence nationale des ouvriers communistes dans les usines » (voir *Est et Ouest*, n° 348 du 1-15 octobre 1965) confirma le « tournant » en faveur du regroupement de toutes les forces de la gauche et la volonté des dirigeants communistes de transformer le syndicat ouvrier en un véritable « levier » populaire pour atteindre cet objectif.

Le terrain et l'opinion publique ainsi préparés, les réunions conjointes du C.C. et de la C.C.C. pouvaient facilement préparer la convocation du XI^e congrès et établir les thèses fondamentales sur « les problèmes de l'unité du mouvement ouvrier italien ».

Il y eut, bien sûr, des réticences, voire des oppositions : Ingrao et l'ancien directeur de *l'Unità*, Luigi Pintor, chefs de file de ce qu'on appelle en Italie la fraction « ouvriériste » se sont montrés hostiles au « révisionnisme » d'Amendola, et par là même, dans une certaine mesure, à Longo.

En particulier, la vieille garde stalinienne est montée en ligne. Au lendemain de la réunion conjointe du C.C. et de la C.C.C. des 26-30 octobre dernier, une rencontre secrète a eu lieu à Rome, chez le député Eduardo d'Onofrio, à laquelle participaient entre autres, le sénateur Pietro Secchia, le député Girolamo Li Causi, l'ancien sénateur Ambrogio Donini, et l'ancien député Alberganti. Il y avait également les dirigeants fonctionnaires actuellement en poste dans différents organes du parti. Les « staliens » du P.C.I. ont décidé de soutenir la tendance « ouvriériste » d'Ingrao avec l'espoir, semble-t-il, pour beaucoup d'entre eux, de retrouver les places qu'ils ont perdues dans la direction du parti.

Face à cette opposition, Longo a décidé d'utiliser la tactique traditionnelle. Il a envoyé des contrôleurs dans les principales fédérations pour imposer la désignation de « ses » délégués au Congrès ; des accusations de « déviationnisme », de « fractionnisme », de « sectarisme » qui, pour ce qui est des cadres inférieurs, ouvrent la voie à des prochaines expulsions, ont été lancées contre tous les opposants aux thèses officiellement proposées.

Il est indéniable que Longo veut avec le prochain congrès consacrer la reprise en main du P.C.I. et éliminer ceux qui s'opposent à lui. Il semble qu'Ingrao ait compris à temps et que ce soit pour cette raison qu'il se montre particulièrement prudent. S'il conserve une place importante dans la direction du P.C.I., au lendemain du Congrès, il y aura à cela deux explications : 1) après avoir pris la tête de l'opposition et poussé les éléments de « gauche » à découvrir leur jeu, il fait un pas en arrière avec ses fidèles pour laisser ses alliés occasionnels continuer sur leur lancée et se brûler, quitte, dans le même temps, à demander à Longo une récompense pour lui avoir facilité l'épuration dans ce secteur ; 2) la nécessité, pour Longo, de conserver à ses côtés le chef de file de la tendance favorable au dialogue avec les catholiques ; c'est-à-dire la nécessité de conserver une porte ouverte vers cette politique pour l'instant abandonnée.

Nous pouvons ajouter également une troisième raison : l'opportunité pour les dirigeants communistes de présenter le P.C.I. comme un « parti modifié », c'est-à-dire dans lequel « il y a une opposition ». Mais une « opposition », qui, sur les problèmes fondamentaux, obéit sans rechigner aux directives du « leader », Luigi Longo, bien entendu.

LES THESEES POUR LE CONGRES

La direction du P.C.I. a soumis à la « discussion » des organes de base du parti six projets de thèses.

Le premier a trait à « la lutte pour la paix, pour une nouvelle politique extérieure de l'Italie et pour l'unité du mouvement ouvrier international ». Il contient la description obligatoire des « contradictions » du monde capitaliste, dominé par « l'impérialisme américain ». Les objectifs immédiats que le P.C.I. voudrait imposer au gouvernement italien en

matière de politique étrangère sont les suivants : désengagement atomique, non-renouvellement du Pacte atlantique, neutralité, pleine application des accords de Genève au Vietnam, reconnaissance de la République populaire de Chine, éloignement immédiat du territoire national des bases militaires américaines, camouflées sous le drapeau de l'O.T.A.N. ; désatomisation de l'Europe centrale et méridionale et de la Méditerranée ; opposition à tout armement atomique, direct ou indirect, de l'Allemagne fédérale et donc à la constitution d'une force atomique multilatérale et de tout autre force atomique de l'O.T.A.N. ; reconnaissance de la République démocratique allemande. Dans le même temps, le P.C.I. demande « une énergique action pour défendre l'économie italienne contre la pénétration du capital américain » et pour ce qui est du Marché Commun, « une profonde transformation sur la base de la révision du traité de Rome ». Il faut, ajoutent-ils, repousser toute idée de planification économique pour la « petite Europe », proposée par les groupes monopolistes, et revendiquer la pleine liberté de la planification économique nationale ».

On voit mal comment, avec un tel programme, les communistes pourraient entraîner à leur suite dans un même parti, les socialistes de M. Saragat et même une partie de ceux de M. Nenni.

Les autres projets de thèses sont ainsi libellés :

2. — La faillite du centre-gauche et le passage des monopoles à un nouveau type d'organisation ;

3. — Nouvelles contradictions économiques, de classe et politiques ;

4. — Nos propositions pour un nouveau développement de la société nationale et les luttes nécessaires pour le réaliser.

5. — L'action pour le renversement des gouvernements de centre-gauche, la constitution d'une nouvelle majorité et l'unification des forces socialistes.

Plusieurs traits sont à relever dans ces thèses. Le premier, c'est la place accordée à la lutte revendicative menée sous l'égide des syndicats. On lit, dans le quatrième projet de thèses, que « le mouvement revendicatif constitue la base de toute action tendant à la contestation de la ligne monopoliste, tendant à toucher à un nombre toujours plus grand de problèmes de direction et d'orientation du développement économique, de réforme des structures économiques et sociales et de la réorganisation de la vie civile ».

Manifestement, les communistes mettent au second plan (apparemment du moins), l'action de leurs organisations proprement politiques, parce qu'elle rencontre davantage de difficultés, et ils font marcher en première ligne, les organisations satellites, et d'abord les syndicats, parce que leur action soulève moins d'objections.

C'est la même tactique qui les a conduits à constituer un « comité de coordination » entre la C.G.T. française et la C.G.I.L. pour es-

sayer de pénétrer dans les organismes européens. Il est évidemment plus facile de mener campagne en faveur d'une représentation du P.C.F. et du P.C.I. — étant bien entendu qu'une fois la brèche faite par les communistes des syndicats, ceux des partis passeront.

L'organe syndical franco-italien porte le nom de « comité permanent de coordination et d'initiative entre la C.G.I.L. et la C.G.T. pour l'unité d'action en Europe occidentale ». Son travail essentiel sera donc d'essayer d'amener les organisations syndicales libres à coopérer avec les centrales syndicales sous tutelle communiste. De toute évidence, les communistes italiens sont convaincus que — dans le cadre de l'Europe comme dans celui de l'Italie — la tactique « unitaire » a plus de chances de réussir, ou moins de risque d'échouer, si elle est menée sous le couvert des syndicats.

Bien entendu, l'action sur le plan syndical n'empêche pas d'agir sur le plan politique ; elle n'a, au contraire, pas d'objet plus important. Il est évident que si, sur le plan syndical, les communistes réussissaient non seulement à maintenir l'unité de la C.G.I.L. aujourd'hui compromise, mais à réaliser l'unité d'action avec la C.I.S.L. et l'U.I.L. à l'intérieur, avec d'autres centrales affiliées à la Confédération internationale des syndicats libres à l'extérieur, les tentatives « unitaires » sur le plan politique s'en trouveraient considérablement facilitées.

Tel que le définit le cinquième projet de thèses, l'objectif est de faire converger, afin de les unir, « toutes les forces qui veulent sincèrement le socialisme », y compris les catholiques, non pour parvenir à une simple addition des forces et des programmes, mais « pour donner naissance à un processus qui conduise à un parti unifié qui recueillerait la partie vivante de toutes les expériences révolutionnaires du passé et qui assumerait ce qui constitue les devoirs révolutionnaires d'aujourd'hui pour marcher au socialisme ».

La réalisation du parti unifié n'entraîne pas du tout, aux yeux des communistes, le dépérissement du Parti communiste, tout au contraire, puisque cette opération a pour objet de mettre un certain nombre de partis, de groupes et de forces sous la tutelle du P.C.I. Aussi, ne doit-on pas s'étonner que le sixième projet de thèses traite du « renforcement du Parti » et de son « caractère de masse et de lutte ».

On y trouve de nombreuses critiques des déficiences enregistrées depuis le dernier congrès en matière de recrutement et d'organisation. On aura sans doute l'occasion d'y revenir après le 30 janvier.

Rocco ASTORI.

APRES AVOIR LU
EST & OUEST
ENVOYEZ-LE A UN AMI

La situation du Sin-kiang colonie chinoise

LA région autonome Ouïgoure du Sin-kiang (qui, sous ce nom, a dix ans d'existence aujourd'hui) couvre 1.600.000 km², soit le sixième de la superficie totale de la Chine. La population doit être supérieure à 7 millions d'habitants. Elle groupe treize nationalités parmi lesquelles les Ouïgours et les Kazakhs sont les deux groupes les plus importants. Les Ouïgours sont de race turque, c'est pourquoi le Sin-kiang (conquis en 1759 par le maréchal Mandchou Tchoa-houei, sous le nom de « nouvelle marche » ou « Sin-kiang ») est souvent appelé « Turkestan chinois » par opposition au Turkestan russe, son voisin.

L'emprise communiste chinoise, comme l'a montré Boris Litvinoff (*Est et Ouest*, n° 310, 1-15 décembre 1963, « *Les difficultés du gouvernement chinois dans le Sin-kiang* ») s'est accentuée surtout vers les années 1957-58, plus encore vers 1960-62, alors que s'aggravait le conflit sino-soviétique. Les éléments pro-soviétiques du Sin-kiang ont été systématiquement éliminés tandis que l'on a retiré de la circulation manuels et livres d'origine soviétique.

La résistance antichinoise fut telle qu'elle provoqua, en 1962, une détérioration notable de la situation économique. Des troupes chinoises durent intervenir en 1963 pour mater le mouvement insurrectionnel. Ce ne fut pas sans mal, d'autant que de nombreuses désertions chinoises furent signalées.

Boris Litvinoff achevait ainsi son article : « Il est par ailleurs parfaitement évident que Pékin tentera tout ce qui est possible pour renforcer son pouvoir dans cette région qui présente un double intérêt stratégique : d'une part, en ce qui concerne l'accès au Ladakh et au Tibet, d'autre part, en ce qui concerne l'exploitation de l'uranium et du pétrole dans les déserts du Sin-kiang ».

Il est intéressant de faire le point des efforts de ce qu'il faut bien nommer, pour être exact, « la colonisation chinoise au Sin-kiang ».

LE CONFLIT SINO-SOVIÉTIQUE A PROPOS DU SIN-KIANG EN 1964

Le 2 septembre 1964, la *Pravda* dénonçait violemment les prétentions territoriales de la Chine communiste. L'U.R.S.S. portait ainsi la querelle des frontières sino-soviétiques devant l'opinion internationale (voir sur ce point *Est et Ouest*, n° 327, du 1-15 octobre 1964).

L'attention mondiale était alors attirée surtout par la situation sur les frontières sino-

mongoles, mais le Turkestan russe n'échappait pas aux ambitions chinoises.

Deux jours après l'article accusateur de la *Pravda*, l'*Agence Chine nouvelle* dénonçait à son tour « les activités subversives et les actes de sabotage » commis par « la clique révisionniste de Khrouchtchev » dans le district frontalier autonome des Kirghizes de l'Ili. Douze jours plus tard, Khrouchtchev recevait des parlementaires japonais et faisait sur le problème des frontières une déclaration tapageuse en quatre points :

1) l'U.R.S.S. possède un nouvel engin d'extermination d'une puissance illimitée ;

2) Malheur à qui violerait les frontières de l'U.R.S.S., la riposte serait décisive ;

3) *Le Sin-kiang n'est pas la Chine* (souligné par nous, J.O.) ;

4) L'U.R.S.S. rendrait au Japon deux îles si les U.S.A. lui restituaient Okinawa.

Sur la question du Sin-kiang, Khrouchtchev précisait à ses interlocuteurs japonais :

« *Le Sin-kiang n'est pas la Chine. Là vivent des Kazakhs, des Ouïgours (...) la majorité des Kazakhs et des Kirghizes vivent en Kazakhstan, en Kirghizie soviétique, mais les populations de races kazakh, kirghize et même ouzbèque vivent au Sin-kiang* ».

Une véritable campagne anti-chinoise était orchestrée en U.R.S.S. par la presse. L'Agence Tass décrivait les conditions de vie draconiennes imposées aux Ouïgours du Sin-kiang par les communistes chinois ; il était question d' enrôlement de force dans les communes populaires, de l'envoi de millions de Chinois au Sin-kiang, du nombre croissant des réfugiés venus du Sin-kiang en U.R.S.S.

Victor Zorza, spécialiste des questions russes au journal britannique *The Guardian*, parlait de « guerre froide » et même de danger de « guerre chaude » au Sin-kiang. On signalait des mouvements de troupes de chaque côté de la frontière.

Avec la chute de Khrouchtchev, cet aspect « militaire » du conflit parut cesser, mais la tension politique subsistait. Elle fut même évoquée devant l'Assemblée nationale chinoise à la fin de l'année 1964, lorsque le président de la région autonome ouïgoure du Sin-kiang, Saï-fudin, dénonça la subversion et le sabotage provenant de l'étranger, et déclara « *inébranlable la détermination des habitants du Sin-kiang de sauvegarder la grande unité de toutes les nationalités qui composent la République populaire chinoise* ».

Lorsqu'on sait que les débats de l'Assemblée nationale chinoise se déroulent à huis-clos et que seules les déclarations « importantes » sont publiées, on comprend mieux ce que le Sin-kiang signifie pour les communistes chinois puisque rien ne fut négligé pour donner aux

Le prochain numéro d'EST et OUEST
paraîtra le jeudi 20 janvier 1966

propos de Saïfudin toute la publicité nécessaire.

LA COLONISATION POLITIQUE DU SIN-KIANG

On sait fort peu de choses de l'emprise exacte de la Chine communiste sur l'encadrement politique du Sin-kiang.

Le président de la province autonome est donc Saïfudin. Wang En-Mao est le premier secrétaire du parti.

La consonnance des noms suggère que le premier est d'origine ouïgoure, le second d'origine Han, c'est-à-dire purement chinois. Sachant que la réalité du pouvoir appartient au Parti, le véritable responsable de la politique du Sin-kiang, est vraisemblablement plutôt le Chinois Wang En-mao que le Ouïgour Saïfudin. De toute façon, élu membre suppléant du Comité Central du P.C. chinois au Congrès de 1956, Saïfudin est le collaborateur fidèle de la politique du gouvernement central chinois au Sin-kiang, comme Ulanfu l'est en Mongolie intérieure.

L'histoire du député Li Wei-han illustre assez bien la main-mise chinoise sur le haut personnel politique du Sin-kiang.

On apprendait, à l'issue du dernier congrès national pan-chinois, qu'un certain Li Wei-han venait d'être « élu » représentant de la région autonome Ouïgoure du Sin-kiang. Qui est Li Wei-han ? (1)

Vieux compagnon de Mao Tsé-toung, Li Wei-han est hounanais comme lui. Il a assumé, dès l'origine de la république soviétique chinoise, autour de 1934 et 1936, des responsabilités importantes au sein du P.C.C., surtout sur le plan de la formation politique des cadres. Depuis 1956, il est membre du Comité central du P.C.C.

Il est surtout connu pour son expérience considérable des questions relatives aux minorités nationales : il était directeur de la commission des Nationalités entre 1949 et 1954, avant d'être élu député du Hounan.

S'il est vrai que son « élection » au Sin-kiang peut sembler une mesure de disgrâce (puisqu'elle l'éloigne d'une des provinces authentiquement chinoises les plus importantes, le Hounan), il ne faut pas oublier aussi que Li Wei-han est l'homme de la situation là-bas : c'est lui qui déclarait en 1951, que « *les nationalités sœurs sur les frontières qui vont du*

(1) Li Wei-han a créé avec Mao, en 1917, un cercle d'études politiques. De 1919 à 1923 il vit à Paris où il fonde, en 1922, avec Chou En-lai, la branche française du Parti communiste chinois.

De 1929 à 1930, il vit clandestinement à Shanghai parmi les ouvriers. Blâmé, en 1931, pour avoir soutenu Li Li-san, secrétaire général du P.C.C., accusé de déviation de gauche, il se retrouve cependant dans la république soviétique chinoise du Kiangsi, en 1932, prend part à la Longue Marche en 1934, est nommé directeur du département de l'organisation du Parti communiste chinois au Yenan en 1937, puis président de l'École du Parti, secrétaire général du Bureau du Nord-Ouest du parti (contrôlant ainsi le Chensi, le Kansou et Ninghsia) entre 1938 et 1940. Entre 1944 et 1964, il gravit de nombreux échelons de la hiérarchie communiste, entre au Comité Central en 1956, est député du Hounan entre 1954 et 1964, vice-président du comité national du parti communiste chinois.

Nord-Ouest au Sud-Ouest sont particulièrement vulnérables ».

Son « exil » au Sin-kiang peut lui donner l'occasion de se racheter en mettant au service de la politique coloniale chinoise sa ferveur de Chinois et sa compétence de spécialiste des questions frontalières.

Remarquons enfin qu'il illustre le principe selon lequel un Chinois ne se distingue pas d'un Ouïgour puisqu'il peut être appelé à représenter la nationalité ouïgoure au sein du congrès national !

LA COLONISATION DEMOGRAPHIQUE

La Chine communiste applique au Sin-kiang certaines méthodes fréquemment pratiquées par les empereurs chinois dans les marches de leur Empire, et notamment la colonisation démographique.

Avant 1955, l'immigration chinoise au Sin-kiang était essentiellement constituée par des individus qui avaient fait l'objet de pénalités ou de sanctions financières pour faillite ou malversations. Les choses ont changé depuis. Aux bannis succèdent les « pionniers du socialisme » venus de Hsinyang, de Shangchin, de Nan Yang, de Kaifeng, de Hsu chang, dans le Hounan, et surtout de Shanghai : 23.000 jeunes fermiers en juin 1956, 20.000 hounanais en août de la même année, plus de 60.000 en 1958, 100.000 à 150.000 en 1959, auxquels succèdent ensuite des intellectuels du Kiangsu, de Anhwei, etc., rassemblés « *en corps de production et de construction* ». On en compte plus de 200.000, venus de Shanghai, pour la seule année 1963.

En 1965, on peut estimer, sans exagération (2), que la population chinoise au Sin-kiang représente 36 % de l'ensemble, soit 2 millions 500.000 individus alors qu'elle n'en représentait que 5 % en 1953, soit 243.000 individus.

LA COLONISATION CULTURELLE

Il suffit de décrire les procédés utilisés par les communistes chinois en vue de faciliter la « sinisation » linguistique du Sin-kiang pour illustrer l'ensemble de la colonisation culturelle chinoise.

Le 23 janvier 1965, l'Agence Chine Nouvelle annonçait depuis Ouroumchi, capitale du Sin-kiang, la ratification, par le Conseil du peuple du Sin-kiang, du projet de réforme linguistique conçu sur ordre du Conseil d'Etat chinois.

La première tentative de réforme date de 1955. Elle fut nettement influencée par l'expérience mise en application de l'autre côté des frontières par les Soviétiques. Les relations sino-soviétiques paraissaient alors particulièrement fraternelles, la collaboration économique et technique de Moscou et Pékin s'étendant sur l'ensemble du continent chinois, aucun obstacle fondamental ne s'opposait à l'utilisation de l'alphabet « cyrillique », c'est-à-dire russe, pour

(2) Voir *China News Analysis*, n° 591, du 3-12-1965.

réformer l'écriture des langues Ouïgoure et Kazakh qui, jusqu'alors, était arabe.

On peut cependant trouver surprenant que les Chinois soucieux, communistes ou non, de tenir les minorités nationales éloignées de toute influence non-chinoise se soient laissés séduire par une réforme qui pouvait à la longue consacrer l'influence soviétique. Il semble en fait qu'à l'époque, tant aux frontières mongoles qu'aux frontières d'Asie centrale, les dirigeants communistes chinois aient pensé qu'ils étaient suffisamment maîtres de la situation pour pouvoir se lancer dans une expérience qui présentait surtout des avantages techniques importants, puisqu'elle était fructueusement réalisée ailleurs.

On envisageait alors une époque transitoire qui devait s'achever vers 1960.

Puis on n'entendit plus parler de la réforme de l'écriture jusqu'en juin 1958, lorsque le Comité chargé de préparer la réforme des langues des minorités du Sin-kiang annonça qu'il avait élaboré de nouveaux projets fondés sur l'alphabet latin. Ces nouveaux projets devaient, selon l'*Agence Chine nouvelle* (21 juin 1956), « renforcer l'unité du pays et la solidarité des nationalités ainsi que la prospérité de l'économie et de la culture des nationalités ».

Le projet de « cyrillisation » de l'écriture ouïgoure et kazakh était ainsi abandonné, sans autre explication. On pouvait certes avancer des raisons d'ordre technique, ou même des raisons politiques n'impliquant pas de mesures défensives à l'égard de l'U.R.S.S. par exemple, le souci d'utiliser au Sin-kiang un alphabet phonétique identique à celui de la langue officielle chinoise : le Pékinois, dont la phonétisation est latine. Cependant, il paraît évident aujourd'hui que les nouveaux projets de réforme de 1958 étaient nés de la tension, encore méconnue, qui régnait au sommet de la hiérarchie sino-soviétique. La dépêche, citée plus haut, de l'*Agence Chine nouvelle* du 23 janvier 1965, ne faisait aucune mention de la première tentative de réforme « cyrillique ».

Depuis lors, depuis 1960, et depuis 1963, surtout, les Chinois accélèrent l'application de la réforme latine de l'écriture au Sin-kiang. Si l'on encourage les manifestations folkloriques traditionnelles, on accentue parallèlement la sinisation des cadres, de la jeunesse et des moyens de culture et d'information.

L'*Agence Chine nouvelle*, dans sa dépêche du 23 janvier 1965, faisait état de l'existence au Sin-kiang de 20.000 instructeurs formés spécialement pour enseigner la nouvelle écriture à 200.000 adultes ; 600.000 jeunes étaient instruits qui jugeaient le nouveau système « facile à apprendre ». En même temps, journalistes, éditeurs, imprimeurs, etc., s'entraînaient à l'emploi des nouveaux caractères.

Le *Quotidien Ouïgour* et le *Quotidien du Sin-kiang* paraissaient pour la première fois avec des caractères latins.

En janvier 1965, l'*Agence Chine nouvelle* annonçait que 87 manuels tirés à 6.270.000 exemplaires et 40 livres tirés à 700.000 exemplaires avaient utilisé les nouveaux caractères.

Ainsi l'écriture arabe était-elle réduite aux fonctions d'un fait de culture archaïque, curieux, relégué dans les musées et sans intérêt pour l'expression des pensées du jour.

L'OPPOSITION A LA COLONISATION CULTURELLE

En décembre 1959, Saïfudin déclarait déjà publiquement que le manque d'empressement mis à appliquer la romanisation de l'écriture « équivaldrait à la désapprobation des efforts effectués par les peuples de toutes les nationalités du Sin-kiang en vue de réaliser le socialisme et le communisme, l'unification avec la mère-patrie, l'unité des nationalités ».

En 1965, Saïfudin reconnaît que les projets de réforme « ont été attaqués et sabotés par des révisionnistes modernes, des nationalistes locaux bornés, et d'autres forces réactionnaires (...). Sous prétexte que les langues ouïgoure et kazakh sont un héritage culturel riche d'une longue histoire, ils se sont opposés à la réforme de ces langues ».

Saïfudin prenait cependant la précaution de dire que « le changement des formes (linguistiques) ne signifiait pas le changement des langues elles-mêmes » (3).

L'opposition à la réforme linguistique est, semble-t-il, fondée à la fois sur un sentiment national frustré et sur une foi religieuse menacée. Sur ce dernier plan, en effet, il ne faut pas oublier que le Sin-kiang est essentiellement musulman et que l'écriture arabe est un des supports de la tradition coranique.

Les musulmans du Sin-kiang n'ont plus de doute à avoir sur les intentions des communistes chinois, d'ailleurs publiquement déclarées. Pour ces derniers, la réforme des langues nationales est « le processus d'union naturelle entre les diverses nationalités dans la grande cause de la construction socialiste » (le *Quotidien du Sin-kiang*, 17-12-1959). Aussi, aux mesures de coercition imposées par les autorités chinoises, voit-on succéder des réactions violentes. Il y a deux mois à peine, la presse française (le *Figaro* et *Combat*, du 5-10-1965, et le *Monde*, du 6-10-1965) annonçait que les autorités chinoises avaient mis fin aux activités de sabotage et de subversion auxquelles se livraient des « révisionnistes khrouchtchéviens dans le Sin-kiang ».

Sans doute, l'*Agence Chine Nouvelle* pré-juge-t-elle imprudemment de l'avenir lorsqu'elle estime en avoir fini avec les activités qui manifestent la résistance des minorités nationales du Sin-kiang à l'égard de la colonisation communiste chinoise.

LA COLONISATION ECONOMIQUE

Pour empêcher le Sin-kiang de « regarder vers la Russie », la Chine doit attirer à elle une économie essentiellement exportatrice et, pour ce faire, améliorer et accroître les com-

(3) Radlo Ouroumchi, le 7-1-1965.

munications entre le Sin-kiang et les grandes villes chinoises (4).

Il ne semble pas, cependant, que la politique chinoise en ce domaine ait été fructueuse. Le silence officiel en est la preuve. Saïfudin fait tout juste une allusion, dans son discours du 10^e anniversaire de la région autonome du Sin-kiang (30 septembre 1965), à la voie ferrée « Lan-Hsin » (Lanchow-Sin-kiang) qu'il déclare « ouverte jusqu'à Ouroumchi ».

On ne sait pas si le trafic ferroviaire de cette voie est désormais régulier.

A vol d'oiseau, le Sin-kiang s'étend, d'Est en Ouest, sur 1.600 kms et, du Nord au Sud, sur 1.200 kms. On prétend qu'il n'y aurait au Sin-kiang qu'une douzaine de stations pour véhicules motorisés. Les routes accessibles aux véhicules motorisés seraient longues de 13.400 kms, les routes postales (le trafic aérien excepté) de 30.000 kms environ. Une lettre envoyée d'Ouroumchi à Khotan (1.200 kms) met quatre jours.

Sur le plan des lignes téléphoniques, la situation semble relativement satisfaisante : 95 % des communes populaires auraient le téléphone.

Les voies de communications sont importantes pour l'industrialisation du Sin-kiang.

Celui-ci produit du coton, de la soie, de nombreux autres textiles et des produits manufacturés. Les statistiques officielles parlent de 300 usines, mais on peut penser que ce chiffre comprend des ateliers de médiocre importance.

Le mystère est complet sur la richesse pétrolière du Sin-kiang. Elle est sans doute importante, mais les Chinois n'en parlent jamais.

Sur le plan agricole, les informations sont tout aussi discrètes. On parle seulement de progrès « depuis 1949... » (le *Quotidien du Peuple*, 1-10-1965 et 8-10-1965).

(4) L'essentiel de nos informations sur ce chapitre provient de la revue *China News Analysis* du 3-12-1965, n° 591.

L'agriculture rencontre au Sin-kiang de nombreux obstacles naturels : climat sec, sol friable ou désertique. Elle exige donc des efforts gigantesques. Le régime communiste s'est donné pour tâche d'irriguer les terres défrichées, de gagner sur le désert des terres arables, etc. En onze ans, 640.000 mous de terre auraient été irrigués, 1.200.000 hectares de terres arides gagnés sur le désert (*l'Humanité* du 14-11-1964) ; 40 % de ces terres sont cultivées par de grandes fermes d'Etat.

Ces fermes appartiennent aux « corps militaires de production et de construction » (5). Ces « corps militaires » ont été spécialement formés en 1963, lorsque les dirigeants communistes du Sin-kiang ont reçu l'ordre de modifier les communes populaires. A ce titre, on peut dire que la politique agricole au Sin-kiang ne trouve aucun équivalent partout ailleurs en Chine continentale. L'existence des « corps militaires de production et de construction » soulève le problème du travail forcé. Quelques centaines de vétérans de la longue marche participent à l'encadrement, presque essentiellement chinois, de cette organisation para-militaire dont les éléments sont recrutés sur place ou en Chine continentale même, comme nous l'avons dit à propos de la colonisation démographique du Sin-kiang.

On ne peut donner une estimation exacte des effectifs de ces « corps militaires », mais l'esprit dans lequel ils travaillent et leur rôle sont nettement définis : ils ont pour but de faciliter l'emprise politique et économique de la Chine communiste au Sin-kiang.

A la limite, ils pourront jouer un rôle offensif ou défensif important dans l'éventualité d'une détérioration grave de la situation aux frontières du Turkestan soviétique et du Turkestan chinois.

JACQUES OLIVIER.

(5) C'est le terme chinois exact. Ainsi les autorités de Pékin ont-elles la franchise de reconnaître le caractère exact de leur colonisation : coercitif et militaire.

Association d'Etudes et d'Informations Politiques Internationales

86, boulevard Haussmann — PARIS-8^e

Fondée le 7 avril 1949, conformément à la loi du 1^{er} juillet 1901, l'Association d'Etudes et d'Informations Politiques Internationales a pour but l'étude des questions économiques, politiques, historiques, sociales et culturelles internationales.

EST & OUEST (ex-B.E.I.P.I.) est son organe. Il paraît toutes les quinzaines. Tous les adhérents de l'Association le reçoivent, ainsi que les divers suppléments qu'elle édite.

EST & OUEST publie, en particulier, des études et des informations inédites, ainsi que des documents révélateurs sur les pays du bloc soviétique et sur le communisme lui-même.

La cotisation des membres correspondants a été fixée à 30 F. pour six mois et 60 F. pour un an. En ce qui concerne les membres résidant à l'étranger, la cotisation est fixée à 75 F. pour un an ou 90 F. si ces membres désirent recevoir EST & OUEST par avion.

Versement au compte chèque postal de l'Association, Paris Compte Courant Postal 7241-06 ou règlement par chèque bancaire à l'ordre de l'Association.

Chronique du Mouvement communiste international

PARAGUAY

Crise dans la direction du P.C.

DÉPUIS l'éclatement du conflit sino-soviétique, la direction du Parti communiste du Paraguay s'est toujours montrée très fidèle à Moscou, très empressée à condamner les positions adoptées à Pékin. Son secrétaire général, O. Creydt, a effectué de nombreux voyages en U.R.S.S. et dans les démocraties populaires, à l'occasion des congrès ou des conférences internationales, comme celle qui s'est tenue à Prague en 1962. L'appareil du P.C. paraguayen est restreint, mais il fonctionne surtout à l'étranger, ce qui exige une importante aide matérielle de la part de Moscou, aide qui n'est pas sans expliquer la fidélité des dirigeants communistes paraguayens au Parti communiste de l'U.R.S.S.

Malgré cela, le Parti connaît les premiers effets du travail fractionnel des « pro-chinois ». Une division s'est produite à l'intérieur de sa direction. La raison ou le prétexte en est la question de savoir s'il convient de recourir à l'action violente ou de se contenter de moyens pacifiques dans la lutte contre le régime de Stroessner. En 1961-1963, la direction déclarait soutenir les deux formes de lutte, mais en 1964, le Comité Central a publié une proclamation invitant le peuple à l'insurrection armée : « Préparons l'insurrection nationale ! En avant pour la grève générale ! A bas tous les dirigeants conciliateurs ! ».

Les résultats obtenus ont été lamentables, au point qu'on a vu paraître une déclaration d'une « Commission pour la défense et la réorganisation du Parti communiste du Paraguay », à la tête de laquelle se trouvent deux anciens lieutenants de Creydt, Obdulio Barthe et Augusto Canete. La liste des accusations qu'ils portent contre Creydt, secrétaire général depuis douze ans est impressionnante : direction « absolutiste » du Parti, mépris des statuts, calomnies contre des membres du Comité Central, développement d'une atmosphère de mensonge et de dénonciation dans le parti ; origine bourgeoise du secrétaire général, sans contact avec les masses, car il vit depuis longtemps hors du pays ; insuffisance du travail du Parti dans les syndicats, les fédérations paysannes, les organisations d'étudiants et de fermiers ; échec total de l'action insurrectionnelle, l'effort de Creydt ayant consisté à prononcer des discours sur la guérilla, non à l'organiser.

Le fait que cette déclaration a été publiée par les journaux des trois principaux Partis communistes pro-soviétiques d'Amérique latine, (ceux du Chili, de l'Uruguay et de l'Argentine) semble indiquer qu'à Moscou on s'associe à cette condamnation de Creydt.

VENEZUELA

Désaccords entre le P.C. et le M.I.R.

EN septembre 1965, le P.C. vénézuélien a publié une déclaration dans laquelle il réfute les accusations portées contre lui par le M.I.R. (Mouvement de la gauche révolutionnaire), son associé au sein du Front de Libération Nationale. Les dirigeants du M.I.R. auraient accusé le P.C. de pratiquer une politique « opportuniste », de proposer une « tactique de droite », d'endormir

et de mener à la défaite les forces révolutionnaires.

La raison de ces attaques semble être que, dans une déclaration du 19 avril 1965, le P.C. vénézuélien, tout en maintenant la nécessité de lutter « pour les objectifs ultérieurs de son programme » a appelé « tous les Vénézuéliens à obtenir le changement qui épargnerait de grands sacrifices à notre peuple ». Autrement dit, le P.C.V. a désigné comme objectif principal, non la lutte contre l'impérialisme américain, mais la lutte contre la politique « bétancouriste » et la camarilla qui l'exécute, cette dernière devant être considérée comme l'ennemi principal du peuple vénézuélien, en tant que brigade de choc et agent principal de l'impérialisme nord-américain.

« Nos critiques sont allés jusqu'à dire que ce n'est pas là une politique anti-impérialiste, mais qu'au contraire elle « masque » la lutte contre l'impérialisme, qu'elle « dissimule » les contradictions du mouvement révolutionnaire contre l'impérialisme, etc. En conséquence logique de ces affirmations, on accuse le Parti communiste du Venezuela de rechercher la conciliation face à l'impérialisme nord-américain. Pareille infamie n'avait jamais été jetée avec tant d'impudence à la face du Parti communiste du Venezuela ».

Le P.C. passe à la contre-attaque, en déclarant « de façon catégorique que nier le contenu anti-impérialiste de la lutte pour un gouvernement qui mette en œuvre un programme de paix, de liberté démocratique et contre la faim, c'est méconnaître la nature même de l'impérialisme. La lutte... pour conquérir un gouvernement de paix, de démocratie et de pain pour le Venezuela est inséparable de la lutte pour l'émancipation nationale ».

Le document poursuit :

« Il n'y a pas besoin d'être très intelligent pour comprendre qu'il faut aborder les tâches de la libération nationale par étapes et qu'une exigence fondamentale est de savoir bien lutter, en évitant de combattre sur un terrain défavorable et de commettre trop d'erreurs ».

Plus loin, le document affirme que le P.C. s'efforcera d'être à la hauteur de sa tâche et d'« éviter au mouvement révolutionnaire une déroute inutile provoquée par le sectarisme, l'orgueil et l'impatience petite bourgeoise ».

La voie à suivre, c'est de susciter « un essor puissant et combatif de la lutte des masses » pour que « triomphe la paix démocratique », ce qui exige « la mise en déroute des cercles bellécistes qui ont pour but la liquidation du mouvement de libération par le sang et le feu ».

« Cette ligne tactique, en tenant compte des difficultés insolubles des groupes dominants, tient compte également des difficultés transitoires du mouvement de libération... ».

« ... Si hier nous avons vaincu l'abattement, le défaitisme et la perte des perspectives révolutionnaires, aujourd'hui le danger est représenté par les tendances qui peuvent dégénérer en scissionnisme et division au sein des mouvements révolutionnaires... ».

Est-ce là une tentative de la direction du P.C. vénézuélien pour se dégager de l'impasse de la guérilla ?